



PRENEZ CONNAISSANCE DES DROITS DE VOTRE ENFANT !

S'il/elle doit se rendre au tribunal



Cofinancé par le programme
« Justice » de l'Union européenne

● Cette brochure a été créée dans le cadre du projet :

Child-Friendly JT

Droit des mineurs à l'information, à la traduction et à l'interprétation
dans les procédures pénales: Développement d'outils pour une justice
adaptée aux mineurs
JUST-AG-2016-06-760674

Le soutien de la Commission européenne à la production de cette
publication ne constitue pas une approbation du contenu, qui reflète
uniquement le point de vue des auteurs, et la Commission ne peut pas être
tenue responsable de toute utilisation qui pourrait être faite des informations
qu'elle contient.



2 DROIT À LA TRADUCTION ET À L'INTERPRÉTATION

Votre enfant a droit à la traduction et à l'interprétation. Cela signifie que si les personnes travaillant pour le procès judiciaire parlent une langue qu'il/elle ne comprend pas, il/elle a le droit qu'un professionnel l'aide à comprendre ce qu'on lui dit et que lui traduise les documents importants.

Si votre enfant a des difficultés de vision ou de parole, il/elle a également droit à l'aide d'un professionnel. Par exemple, une personne qui connaît la langue des signes ou qui lui fournit les documents en braille.

Votre enfant a le droit d'être informé d'une manière claire et simple concernant :

- Le délit dont il/elle est accusé(e).
- Dans quelle mesure on présume sa participation au délit.
- Ses droits.
- La façon dont se déroule la procédure pénale.
- Les personnes qui vont participer à la procédure pénale.

S'il ne comprend pas quelque chose, il/elle peut poser la question.

COUR ET TRIBUNAL

Ce sont les endroits où les
conflits sont résolus.

PROCUREURS

Ce sont des défenseurs
publics. Ils agissent au nom
des citoyens lorsqu'un délit
a été commis. Leur travail
consiste à rechercher des
preuves du délit et à
prouver qu'il a commis.

QUI SONT LES AUTORITÉS JUDICIAIRES ?

Ce sont les personnes qui
travaillent dans les cours
ou les tribunaux, comme
les juges, les magistrats et
les procureurs.

JUGES ET MAGISTRATS

Ce sont les personnes qui
décident du processus
judiciaire. L'État leur donne
le pouvoir de juger, de
prononcer des peines et de
veiller à ce qu'elles soient
exécutées.

PRENEZ CONNAISSANCE DES DROITS DE VOTRE ENFANT !

S'il/elle doit se rendre au tribunal

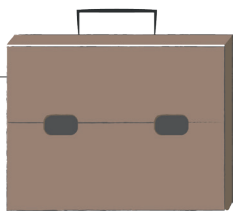


Si les autorités judiciaires
soupçonnent ou croient que
votre enfant a commis un
délict et engagent des
poursuites pénales contre
lui/elle, votre enfant a le
**droit de recevoir des
renseignements clairs et
détaillés concernant ses
droits.** Vous pouvez aider
votre enfant à les
comprendre.

La brochure suivante vous
expliquera ces droits

3 DROIT À UN AVOCAT

Votre enfant a le droit d'être défendu(e) par un avocat. Il/elle peut demander les services d'un avocat en qui il/elle a confiance. S'il/elle n'en connaît aucun, et qu'il/elle peut être détenu(e) à titre de sanction, les autorités compétentes doivent lui en fournir un. Les services d'un avocat peuvent être gratuits.



Ce droit comprend également :

- Il/elle peut s'adresser à son avocat pour obtenir des conseils avant de se rendre à la cour et/ou avant d'être interrogé(e) par les autorités judiciaires.
- Son avocat peut l'accompagner lors des interrogatoires effectués par les autorités judiciaires, et il/elle peut parler pour le défendre.
- Son avocat peut accompagner votre enfant tout au long de certaines enquêtes ou collectes de preuves effectuées par la police.
- Toutes les conversations avec son avocat resteront confidentielles.

4 DROIT D'INFORMER SA MÈRE, SON PÈRE OU SON TUTEUR LÉGAL

Votre enfant a le droit de faire connaître à sa mère, son père ou son tuteur légal les mêmes renseignements que lui ont fourni les autorités judiciaires. Par exemple, vous devriez être informé qu'il/elle est soupçonné(e) d'avoir commis un délit, de ses droits, de comment se déroulent les procédures pénales, des personnes qui y participeront, des étapes qui vont suivre etc.

Il existe des situations où il n'est pas dans l'intérêt de votre enfant que vous soyez informé(e). Dans ces cas, il/elle peut demander qu'un autre adulte soit informé. Cet adulte doit être accepté en tant que tel par les autorités compétentes.

5 DROIT À LA PRÉSENCE DE SA MÈRE, SON PÈRE OU SON TUTEUR LÉGAL PENDANT LA PROCÉDURE PÉNALE

Votre enfant a le droit d'être accompagné(e) de vous pendant toute la durée de la procédure pénale. Par exemple, lorsqu'il doit parler à des juges ou à des procureurs.

Dans certaines situations il n'est pas dans l'intérêt de votre enfant que vous l'accompagniez. Dans ces cas, il peut demander qu'un autre adulte l'accompagne. Cet adulte doit être accepté en tant que tel par les autorités compétentes.



6 DROIT À UNE ÉVALUATION PERSONNALISÉE

Votre enfant a droit à une évaluation personnalisée. Les professionnels qui travaillent sur le procès lui poseront des questions sur sa famille, ses amis, ses études, etc.

Cette évaluation est effectuée pour que les autorités judiciaires connaissent ses besoins individuels et prennent les mesures qu'elles jugent appropriées pour le cas de votre enfant.

En général, l'évaluation aura lieu au début de la procédure, avant le procès.

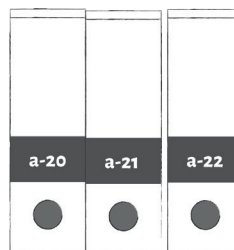
7 DROIT D'ÊTRE PRÉSENT(E) ET DE PARTICIPER AU PROCÈS



Votre enfant a le droit d'assister et de participer au procès. Cela signifie qu'il/elle peut être présent(e) lors du procès et exprimer son opinion.

Si votre enfant ne peut pas être présent(e) lors du procès, il/elle a le droit de demander un nouveau procès ou un autre type de recours judiciaire, sous certaines conditions.

8 DROIT D'ACCÈS À LA DOCUMENTATION SUR LE CAS



Votre enfant a le droit d'accéder aux documents relatifs à son cas. Son avocat peut également y avoir accès.



9 DROIT À LA PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE

Votre enfant a le droit à la protection de sa vie privée pendant toute la durée de la procédure pénale. Le procès se déroule généralement sans audience publique, sinon le juge ou le tribunal peut décider de mener le procès sans public.

Les enregistrements des interrogatoires ne seront pas non plus rendus publics. Cela signifie que seuls votre enfant et les autorités peuvent les visionner et les écouter.

10 DROIT AU RECOURS

Si votre enfant estime que ses droits ne sont pas respectés, il/elle peut faire appel aux autorités judiciaires et demander que les décisions prises soient révisées.